À la recherche du sens des mots et de la vérités des choses (2)

III. Au dictionnaire des idées reçues

Il est de bon ton de dire que les sociaux-démocrates allemands ont «bien gentiment cédé le pouvoir à Hitler, parce que le personnage avait obtenu la majorité des voix». Il y a comme cela des idées qu'on accepte antérieurement à toute réflexion: les idées reçues, disait Flaubert. Celle-ci nous vient de la propagande communiste.

Et rien n'est plus faux.

Le jour où, à la faveur d'une coalition électorale, Hitler obtint la majorité des voix, la contre-révolution était consommée et il n'y avait plus rien à faire: l'intervention du suffrage universel et son verdict en faveur de Hitler au deuxième degré furent non pas la cause mais le dernier acte et le dénouement d'une tragédie qui se joua sur quinze ans. Le premier acte où l'intrigue se noua en fut le traité de Versailles qui condamna l'Allemagne à un régime économique d'autarcie incompatible avec la République de Weimar qu'il y institua au niveau de la politique.

De même que le socialisme n'est pensable que dans un régime économique à base de mutuellisme et de coopération assorti d'un régime politique à base de fédéralisme l'autarcie économique ne se conçoit qu'assortie de la dictature.

Le traité de Versailles condamna donc l'Allemagne à la dictature. Et les sociaux-démocrates se trouvèrent coincés entre la dictature communiste et la dictature fasciste.

Ils ne pouvaient échapper à la première qu'à la condition de

se livrer à la seconde si, d'une part, les grandes puissances ne voulaient pas réviser le traité de Versailles et si, de l'autre, étant au pouvoir, ils ne consentaient pas, eux, à y faire une politique qui inscrivît le socialisme dans les faits.

Or, ils étaient surtout animés par le souci d'échapper à la dictature communiste et, dans les années 1919-23, les Noske, les Scheidemann et les Breitling firent n'importe quoi pour donner le coup d'arrêt à la révolution allemande de type bolchevique. D'autre part, il faut convenir qu'ils n'avaient nullement l'intention d'inscrire le socialisme dans les faits et ce fut leur seconde faute grave. Mais il faut aussi convenir que, s'ils avaient eu cette intention, ils n'auraient pas pu la conduire à son terme, les grandes puissances leur en refusant les moyens en leur refusant la révision du traité de Versailles.

Les grandes puissances étaient surtout anticommunistes, les rapports qui doivent exister entre le régime politique et le régime économique des sociétés ne leur donnaient aucune inquiétude au-delà de leurs intérêts immédiats. Les Américains investirent 120 milliards de francs de l'époque chez les industriels allemands qui étaient contre la République de Weimar pour leur permettre de tourner presque à vide en évitant trop de chômage et pour gagner un marché. Avec l'assentiment du Foreign Office, Déterding, que la Révolution russe avait dépossédé des pétroles du Caucase distribua milliards sur milliards aux magnats de l'industrie lourde qui était la plus réactionnaire, la plus anticommuniste et par avance acquise à Hitler.

En 1933, toute l'économie allemande était, aux côtés de l'armée et de la police, expressions et instruments de l'ordre, au service du national-socialisme. Et le suffrage universel dit docilement ce que la presse, entre les mains des industriels lui commanda de dire.

Le 30 juin 1933, les sociaux-démocrates allemands n'avaient plus d'autre ressource que de descendre dans la rue en ayant tout, choses et gens, contre eux et de nous donner une préfiguration symétrique de ce qui vient de se passer en Hongrie ou s'incliner.

Ils se sont inclinés.

Mais on ne peut leur reprocher ce qu'ils ont fait ce jour-là qu'à la condition de leur reprocher une disposition générale d'esprit et tout ce qu'ils ont fait avant, qui les a conduits là. Encore devons-nous être justes envers eux en situant leur attitude d'ensemble dans son contexte historique, c'est-à dire en faisant, dans les responsabilités, la part des grandes puissances et du bolchevisme qui a mis et qui continue à mettre tout le monde en porte-à-faux dans toutes les conjonctures.

A ce propos, il n'est peut-être pas sans intérêt d'observer qu'en France le socialisme se trouve au pouvoir [[Écrit avant la chute du gouvernement Guy Mollet.]] dans des conditions analogues à celles dans lesquelles s'y trouvait la sociale-démocratie en Allemagne: avec aussi peu d'intention d'inscrire le socialisme dans les faits, le même souci de mettre en échec d'abord le bolchevisme, dans une économie elle aussi asphyxiée par la guerre, entièrement marginale à l'échelle universelle et une Amérique décidée à ne la renflouer que dans la mesure où ce qu'elle fera dans ce sens, favorisera sa politique de conquête de tous les marchés du monde.

Si les mêmes causes produisent les mêmes effets...

IV. Pour une théorie moderne de l'action populaire et de la Révolution

De la Révolution française, Marx a inféré:

1. Que l'action populaire avait porté la Bourgeoisie au pouvoir politique en 1789 et lui avait permis de modifier les structures économiques et sociales dans un sens conforme à ses

vues;

2. Qu'une action populaire d'envergure et bien conduite y pourrait de même porter le prolétariat et le mettre à même d'en faire autant pour son propre compte.

Cette thèse d'ailleurs antimarxiste a été adoptée par le mouvement ouvrier à l'époque et reste sa loi.

Marx n'a oublié que deux choses:

1. Ce n'est pas l'action populaire dans la rue qui a porté là Bourgeoisie au pouvoir politique en 1789, mais c'est la longue et lente transformation des structures économiques et sociales commencée au temps des Croisades, continuée avec la découverte de l'Amérique et couronnée par la marmite de Papin, qui a rendu possible cette action populaire dans les perspectives de l'efficacité et du succès.

2. En grimpant au pouvoir politique et en s'y installant dans des structures économiques et sociales qu'il avait au préalable créées, le Bourgeois pouvait rester un Bourgeois; en y grimpant et en s'y installant dans les mêmes structures le prolétaire ne reste pas un prolétaire mais devient un Bourgeois. Parce que, comme le fait justement remarquer E. M. Remarque dans *A l'ouest rien de nouveau*, si le soldat raisonne toujours en soldat, à partir du moment où il devient caporal, il raisonne en caporal: voyez Khrouchtchev après Staline, et voyez Guy Mollet.

D'où la nécessité de penser la Révolution en d'autres termes que la conquête du pouvoir politique dans les structures économiques et sociales traditionnelles et l'action populaire sous une autre forme que la descente dans la rue seulement.

Si les Bourgeois nous ont donné une leçon, c'est celle-ci-: inconsciemment sans doute – mais ceci ne change rien à l'affaire – ils n'ont posé leur candidature au pouvoir politique que lorsqu'ils ont été en possession de la richesse

nationale, c’est-à-dire des moyens de production et d’échange.

Ennemis de la propriété individuelle, nous ne pouvons prétendre accaparer aujourd’hui ces moyens de production et d’échange que dans les perspectives du mutuellisme et de la coopération. Ennemis de la centralisation du pouvoir et de l’Etat, nous ne pouvons par ailleurs envisager d’autres formes d’exercice du pouvoir que dans celles du fédéralisme proudhonien qui est sa négation même.

Le jour où un puissant courant d’action populaire aurait réussi à inscrire le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme dans les faits, ce serait un jeu d’en obtenir l’inscription dans la loi. Et rien ne dit que la descente dans la rue serait alors nécessaire: si elle l’était, elle serait alors possible dans la perspective d’un succès certain.

On peut, certes, refuser le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme, mais il faudra trouver autre chose: mon opinion est, à tort ou à raison et en tout état de cause, qu’il n’y a pas de situation révolutionnaire et donc pas de révolution possible, si, les facteurs subjectifs étant parfaitement au point, les conditions objectives n’en sont pas réalisées.

Si j’ai dit que ces conditions objectives devaient être réalisées à l’échelle universelle, c’est parce que, les progrès scientifiques ayant complètement changé l’aspect du monde, *l’internationalisme prolétarien* n’y peut plus jouer, dans sa structure actuelle, qu’au risque certain d’y déclencher une guerre mondiale. Le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme ne se pensent d’ailleurs qu’à l’échelle universelle et ils me paraissent seuls capables de créer, assez rapidement, une situation dans laquelle l’internationalisme prolétarien pourrait de nouveau jouer, non plus sous menace de guerre mais sur promesse de Révolution.

C’est peut-être une vue de l’esprit. Elle signifie, en tout cas, non pas qu’il faut *attendre* que la situation soit

révolutionnaire simultanément dans tous les pays du monde, mais qu'il faut *commencer tout de suite* à créer cette situation révolutionnaire partout.

Si attentisme il y a quelque part, j'ai l'impression qu'il se trouve plutôt du côté de ceux qui se répandent en beaux préceptes au niveau de la morale du socialisme, parlent et écrivent beaucoup mais ne font rien pour créer cette situation révolutionnaire dans les contingences matérielles: il y a vingt-cinq ans que, pour ma part, je ne parle et écris que dans l'espoir de trouver cent personnes décidées à créer une coopérative dans l'esprit des pionniers de Rochdale.

J'attends toujours les 99 autres.

Car, dans le mouvement ouvrier ou chacun se prend aujourd'hui sinon pour Dieu le Père, du moins pour un pape ou un chef d'école, on est beaucoup plus fort sur le chapitre des préceptes abstraits inaccessibles pour tout le monde y compris pour ceux qui les énoncent, que sur celui des exemples concrets.

Or la Révolution se prêchera par l'exemple ou ne se fera jamais.

Je laisse au lecteur le soin de transposer cette théorie dans les autres aspects des luttes ouvrières notamment, et notamment de l'étendre à la grève partielle à objectifs forcément limités aux revendications immédiates et qui, grâce à tout un arsenal de lois dont elle n'a pu empêcher la promulgation, joue aujourd'hui beaucoup plus contre les usagers, c'est-à-dire contre la classe ouvrière elle-même que contre le régime. Si les routiers remplacent les cheminots en grève, la perturbation apportée à l'économie est largement compensée par les journées de salaire non payées. Si le facteur ne distribue pas le courrier aujourd'hui, il en distribuera le double demain et il aura perdu une journée de salaire. Mais à quoi bon multiplier les exemples? Au siècle de

l’énergie nucléaire la grève n’est plus pensable que générale et gestionnaire, c’est-à-dire dans une forme qui n’indisposant personne est seule capable d’apporter dans l’économie des perturbations que les tenants du régime redoutent dans la mesure où ils seraient seuls à en faire les frais.

Si j’ai tort – ce que je n’exclus pas à priori – on peut me l’écrire.

Paul Rassinier